

Règlement relatif à la liquidation partielle
**Caisse de pensions des interprètes
et traducteurs de conférence
Genève**

Adopté le 23 mars 2009

Approuvé par l'Autorité de surveillance le 1^{er} juillet 2009

Table des matières

Préambule	1
Dispositions réglementaires	2
Art. 1 Condition	2
Art. 2 Date de référence pour l'établissement du bilan	2
Art. 3 Bases	2
Art. 4 Fonds libres	2
Art. 5 Découvert technique	2
Art. 6 Répartition des fonds libres	2
Art. 7 Clé de répartition	3
Art. 8 Information	3
Art. 9 Procédure en cas de contestation du plan de liquidation partielle	3
Art. 10 Exécution	3
Art. 11 Intérêts	3
Art. 12 Entrée en vigueur	3

Préambule

Le 1^{er} janvier 2005 sont entrés en vigueur les articles 53b et 53d de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) et les articles 27g et 27h de l'ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP 2) donnant compétence aux institutions de prévoyance de fixer dans leurs règlements les conditions et la procédure de liquidation partielle. Les règlements doivent être soumis, de même que toute modification ultérieure, à l'approbation de l'Autorité de surveillance.

Le Conseil de fondation de la Caisse de pensions des interprètes et traducteurs de conférence (ci-après dénommée:"Caisse") a adopté les dispositions suivantes le 23 mars 2009, lesquelles ont été formellement approuvées par l'Autorité de surveillance du canton de Genève le 1^{er} juillet 2009.

Le présent règlement fixe les conditions et la procédure de liquidation partielle. Il ne s'applique pas à la liquidation totale de la Caisse en cas de dissolution de cette dernière.

Les termes désignant des personnes, utilisés dans le présent règlement, sont applicables indifféremment aux deux sexes.

Dispositions réglementaires

Condition

1. La condition pour une liquidation partielle de la Caisse est remplie lorsqu'une ou plusieurs conventions d'adhésion sont résiliées.
2. Lorsque l'assuré sortant demande le transfert de sa prestation de libre passage à l'institution de prévoyance de son nouvel employeur, la résiliation de la convention d'adhésion n'entraîne pas de liquidation partielle.
3. Lorsque la condition pour une liquidation partielle est remplie, mais que le degré de couverture selon l'article 44 OPP 2 se situe entre 95 % et 105 %, il est renoncé à une liquidation partielle.

Date de référence pour l'établissement du bilan

1. La date de référence pour l'établissement du bilan de liquidation partielle est fixée au 31 décembre de l'année civile au cours de laquelle la condition pour une liquidation partielle est remplie.
2. Le Conseil de fondation peut toutefois décider d'une autre date de référence pour l'établissement du bilan de liquidation partielle si la situation financière de la Caisse se modifie de manière importante.

Bases

Le Conseil de fondation s'appuie sur les comptes de la Caisse selon RPC 26 révisés par l'organe de contrôle de la Caisse et fait établir un rapport de liquidation partielle par l'expert agréé de la Caisse.

Fonds libres

1. Les fonds libres sont déterminés sur la base des comptes de la Caisse selon RPC 26 et du rapport de liquidation partielle de l'expert agréé de la Caisse.
2. La Caisse ne dispose de fonds libres que si les provisions techniques nécessaires et la réserve de fluctuation de valeurs ont atteint leur niveau d'objectif réglementaire.
3. Les frais découlant de la liquidation partielle sont déduits des fonds libres.
4. En cas de modification importante de la situation financière de la Caisse entre la date de référence pour l'établissement du bilan de liquidation partielle et celle du transfert des fonds, les fonds libres à transférer peuvent être adaptés en conséquence.

Découvert technique

1. Le découvert technique est calculé conformément à l'art. 44 OPP2.
2. Les prestations de libre passage sont réduites proportionnellement au découvert technique.
3. Lors de l'existence probable ou manifeste d'un découvert, le Conseil de fondation est habilité à appliquer une réduction provisoire des prestations individuelle de sortie par anticipation lorsqu'il apparaît que sera vraisemblablement réalisée la condition fixée à l'article 1 pour une liquidation partielle. Après la procédure de liquidation partielle, la Caisse établit un décompte définitif et verse une éventuelle différence additionnée des intérêts au sens des articles 2 LFLP et 7 OLP. Si une prestation de libre passage non réduite a déjà été payée, l'assuré doit restituer le montant perçu en trop.
4. Les frais découlant de la liquidation partielle augmentent le découvert.

Répartition des fonds libres

1. Les fonds libres sont répartis proportionnellement entre les assurés et les bénéficiaires de rentes restants, d'une part, et les assurés sortants, d'autre part, sur la base des prestations de libre passage des assurés et des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes.
2. Les fonds libres des assurés et des bénéficiaires de rentes restants sont maintenus dans la Caisse sans être répartis. Ils restent à la disposition du Conseil de fondation.

Clé de répartition

Les fonds libres sont attribués aux assurés sortants proportionnellement aux prestations de libre passage à la date de référence du bilan de liquidation partielle. Ne sont toutefois pas pris en compte pour la répartition:

- a) les prestations de libre passage et les apports versés à la Caisse au cours des 12 mois précédant la date d'ouverture de la liquidation partielle;
- b) les versements anticipés dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement ainsi que les retraits suite à un jugement de divorce effectués au cours des 12 mois précédant la date d'ouverture de la liquidation partielle.

Information

1. Les assurés et les bénéficiaires de rentes sont informés en temps utile et de façon complète de la liquidation partielle. Cette information a lieu par le moyen que le Conseil de fondation juge adéquat.
2. Le Conseil de fondation avise les assurés et les bénéficiaires de rentes qu'ils ont la possibilité de consulter le bilan de liquidation partielle et le plan de liquidation partielle au siège de la Caisse dans un délai de 30 jours à compter de la date de la communication faite par le Conseil de fondation.

Procédure en cas de contestation du plan de liquidation partielle

1. Dans le délai imparti pour la consultation, les assurés et bénéficiaires de rentes peuvent faire part par écrit au Conseil de fondation de leurs remarques et observations sur le plan de liquidation partielle.
2. Les assurés et les bénéficiaires de rentes disposent d'un délai de 30 jours pour faire vérifier par l'Autorité de surveillance de la Caisse les conditions, la procédure et le plan de liquidation partielle et lui demander de rendre une décision, ceci pour autant que leurs différends n'aient pu être réglés d'entente avec le Conseil de fondation. Le délai de 30 jours pour s'adresser à l'Autorité de surveillance court à partir de la constatation par le Conseil de fondation de l'échec de la procédure de conciliation.
3. Si l'Autorité de surveillance doit rendre une décision, celle-ci peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif fédéral conformément à l'article 74 LPP. Un recours contre la décision de l'Autorité de surveillance n'a d'effet suspensif que si le Président de la cour compétente du Tribunal administratif fédéral ou le juge instructeur le décide, d'office ou sur demande du recourant. Si l'effet suspensif n'est pas accordé, la décision du Tribunal administratif fédéral n'a d'effet qu'à l'avantage ou au détriment du recourant.

Exécution

1. Dans la mesure où, dans le délai fixé de 30 jours, aucune objection des assurés ou des bénéficiaires de rentes n'est portée devant l'Autorité de surveillance, il est procédé à l'exécution de la liquidation partielle.
2. Le transfert du droit aux fonds libres intervient pour les assurés sortants en complément de leur prestation de libre passage. Les articles 3 à 5 LFLP s'appliquent.
3. L'organe de contrôle de la Caisse confirme dans le cadre du rapport annuel ordinaire l'exécution en bonne et due forme de la liquidation partielle. Cette confirmation doit figurer dans l'annexe aux comptes annuels.

Intérêts

Le droit aux fonds libres est rémunéré de la même manière que les prestations de libre passage.

Entrée en vigueur

1. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.
2. Il est porté à la connaissance de tous les assurés.